

Jean-Pierre Besse et Claude Pennetier, Juin 40. La négociation secrète, Paris, Éditions de l'Atelier, 2006. 207 p.

02 September 2012.

Georges Ubbiali

🔗 <http://preo.ube.fr/dissidences/index.php?id=444>

Georges Ubbiali, « Jean-Pierre Besse et Claude Pennetier, Juin 40. La négociation secrète, Paris, Éditions de l'Atelier, 2006. 207 p. », *Dissidences* [], Communisme français, 02 September 2012 and connection on 29 January 2026. URL : <http://preo.ube.fr/dissidences/index.php?id=444>

PREO

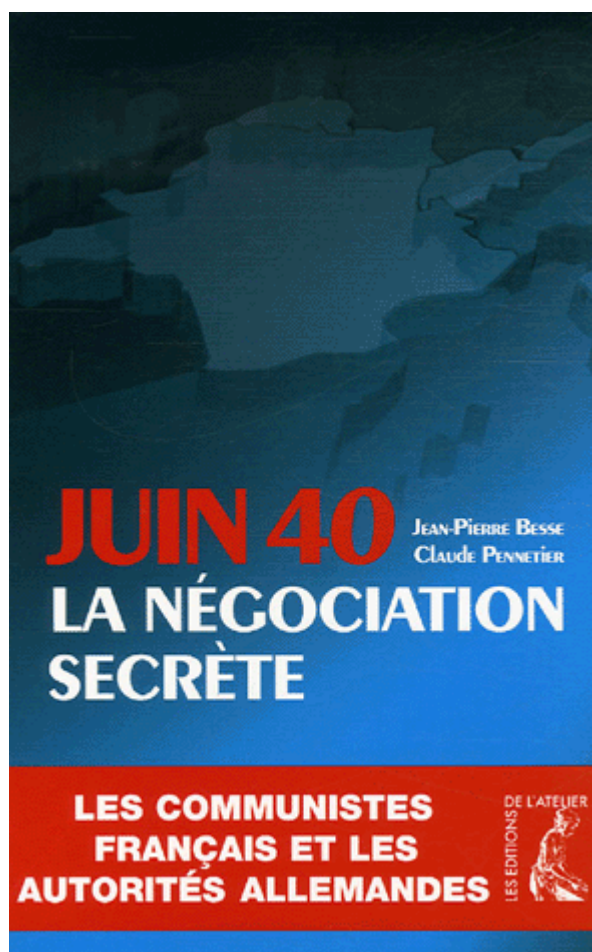
Jean-Pierre Besse et Claude Pannetier, Juin 40. La négociation secrète, Paris, Éditions de l'Atelier, 2006. 207 p.

Dissidences

02 September 2012.

Georges Ubbiali

🔗 <http://preo.ube.fr/dissidences/index.php?id=444>



- 1 Le récit auquel se livrent les deux historiens était pour l'essentiel connu à travers plusieurs ouvrages dont le dernier en date de Roger Bourderon (La négociation. Été 1940 : crise au PCF, Syllepse, 2001). De manière incontestable, on savait que la direction du PCF avait

cherché à négocier avec l'occupant nazi la réparation légale de l'Humanité et la fin de l'interdiction de l'activité communiste. Même si le PCF et ses historiens à la solde avaient pendant longtemps nié cet épisode, la vérité historique avait été rétablie depuis bien longtemps. Pour autant, l'apport de cet ouvrage se révèle capital sur l'identité du communisme ou plus exactement du stalinisme. En effet, l'ouverture d'archives inédites à ce jour, celle de la police française en ce début de guerre a permis d'exhumer des archives un document absolument décisif, la déclaration d'intention du 20 juin 1940. Ce document qui se trouvait sur Denise Ginollin, militante communiste, au moment de son arrestation, représente l'argumentation élaborée par la direction clandestine du PCF à l'égard des autorités allemandes. Ce document, qui correspond à la « mise en œuvre des orientations politiques contraires aux intérêts vitaux du mouvement ouvrier, à ses traditions », ainsi que l'expliquent Besse et Pennetier p. 9, sera un véritable choc pour les lecteurs. L'antisémitisme le plus cru y est exhibé comme argument dans la discussion envisagée avec l'occupant nazi. A pas moins de trois reprises, le « juif » Mandel (président du conseil) y est dénoncé. Expression française des intérêts du stalinisme russe, les dirigeants communistes (Duclos, Tréand) pensent pouvoir s'appuyer sur le pacte germano-soviétique pour négocier une sortie de l'illégalité du Parti communiste avec l'occupant, dans le dos des autorités françaises. Durant plusieurs semaines, des rencontres ont lieu entre Otto Abetz et des délégations du PCF pour mettre au point ce processus. Parallèlement, le PCF fait sortir de la clandestinité plusieurs de ses dirigeants pour « reconquérir » les municipalités dont ils ont été exclus par le gouvernement français. Cette « sortie » des cadres de l'illégalité où ils étaient plongés depuis des mois se traduira par leur arrestation et déportation quelques mois plus tard. Ce que soulignent avec un grand intérêt les auteurs de l'ouvrage, au contraire de ligne de défense des communistes, c'est que le pacte germano-soviétique avait une autre ambition que strictement tactique de défense temporaire de l'Union soviétique. Le fait que des négociations avec les nazis aient eu lieu également dans d'autres pays (Belgique notamment) est là pour l'attester. Afin d'appliquer les directives staliniennes de soutien à la ligne soviétique, la direction du PCF a été tentée pendant un temps de s'accommoder de l'occupation nazie et de mettre entre parenthèse l'engagement antifasciste. Cet épisode fera finalement long feu. L'invasion de l'Union soviétique en

1941 permettra au PCF de réintégrer ses positions traditionnelles, qui fera de ce dernier le grand parti de la résistance. Dédié « Aux militants communistes qui ignorèrent le cours légaliste de leur direction et restèrent fidèles aux valeurs de l'antifascisme », cet ouvrage est un très grand livre, qui, sans verser le moins du monde dans l'anticommunisme, souligne bien au contraire les dérives de la version stalinienne du mouvement communiste. Que ce soient les attaques contre les trotskystes ou sur la proposition de plusieurs anciens députés communistes de témoigner à charge contre Blum dans ce qui deviendra le procès de Riom, c'est toute l'abjection du stalinisme qui s'étale au fil des pages. Il faudra attendre 1967 pour que le PCF reconnaisse ces tractations avec les nazis. Cette histoire appartient désormais au passé. Il n'en reste pas moins que sa connaissance doit irriguer l'action politique tant les plus hauts sentiments ont pu conduire aux pires crimes.

Mots-clés

Résistance

Georges Ubbiali